

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 3 octobre 2022

L'an deux mil vingt-deux, le trois octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de monsieur Philippe COLLAS, maire, et en présence de :

Messieurs BLONDEL, BOUFELLE, DARTOIS, FERLONI, GRILLAT, JARRY, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THOREL

Mesdames BENOIT, BRIATTE, CALVARIO, CHALUPET, HERSANT, MONOT, PAIN, PAPI, PERRETO, PINSON, ROUSSEL

Absents excusés :

Madame M'BAYE
Monsieur TAGHERSOUT
Madame TREMOLLIÈRES

Absents ayant donné pouvoir :

Madame CHABANI à M. COLLAS
Madame DANIEL à Monsieur GRILLAT
Madame JORAND à Madame BENOIT
Madame NEVEU à Madame BRIATTE
Monsieur COULIBALY à Madame PAIN
Monsieur THIERRY à Monsieur LEJEUNE
Madame VAN ELSUE à Madame ROUSSEL
Monsieur LEVAIGNEUR à Madame MONOT

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

26 septembre 2022

Nombre de conseillers :

En exercice	33
Présents	22
Votants	30

**12-03-10-2022 : CONVENTION SUR LE DISPOSITIF DE MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE (MPO) ENTRE LE
CENTRE DE GESTION DE L'EURE ET LA COMMUNE DU VAL D'HAZEY**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-200059657-20221004-12-03-10-2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/10/2022

Affichage : 05/10/2022

Le maire, Philippe COLLAS

Monsieur COLLAS indique que la Médiation Préalable Obligatoire (MPO), qui a fait l'objet d'une expérimentation jusqu'en décembre 2021, a été pérennisée conformément aux termes de la loi 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire.

Cette mission porte sur les recours formés contre les décisions individuelles concernant la situation d'agents de la Collectivité.

Cette dernière s'inscrit dans le champ de compétences optionnelles du Centre de Gestion, et est opérationnelle à compter du 1^{er} juillet 2022. Les litiges concernés par la MPO sont les suivants :

1° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique ;

2° Refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé et 15, 17, 18 et 35-2 du décret du 15 février 1988 susvisé ;

3° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° du présent article ;

4° Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;

5° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

6° Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L. 131-10 du code général de la fonction publique ;

7° Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets du 30 novembre 1984 et du 30 septembre 1985 susvisés ;

M. COLLAS, maire, propose de passer une convention avec le centre de gestion pour ce dispositif afin que la MPO soit assurée par le CDG27 en cas de besoin, par du personnel formé et compétent en matière de MPO.

Le conseil municipal,

Vu le code de Justice administrative,

Vu la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle,

Vu la loi 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire et notamment les articles 28 et 29, -

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux,

Vu la délibération du 30 juin 2022 du CDG27, décidant les modalités de mise en œuvre de la médiation préalable obligatoire,

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis favorable à l'unanimité du comité technique en date du 15 septembre 2022,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-200059657-20221004-12-03-10-2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/10/2022

Affichage : 05/10/2022

Le maire, Philippe COLLAS

Sur proposition du maire,

À l'unanimité,

APPROUVE les termes de la convention relative à la MPO jointe en annexe et à établir avec le Centre de Gestion de l'Eure,

AUTORISE monsieur le maire ou le 1^{er} adjoint à procéder à toutes formalités afférentes,

S'ENGAGE à inscrire au budget les crédits afférents.

Fait à Le Val d'Hazey, le 4 octobre 2022

Le maire,

Philippe COLLAS



✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte
✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-200059657-20221004-12-03-10-2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/10/2022

Affichage : 05/10/2022

Le maire, Philippe COLLAS





Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-200059657-20221004-12-03-10-2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/10/2022

Affichage : 05/10/2022

Le maire, Philippe COLLAS

